



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DOMAINE CLARENCE DILLON

31 Avenue Franklin Delano Roosevelt
75008 Paris

Références : 25-941

Code AIOT : 0003104255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement DOMAINE CLARENCE DILLON implanté Zone d'Activité Lieu-dit Fontaine et Licon 33210 Fargues. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de cet entrepôt de la société Clarence Dillon Wines avait pour objectif de contrôler les actions mises en œuvre par l'exploitant suite à l'arrêté de mise en demeure pris le 21/01/2025 relatif aux prescriptions portant sur les dispositifs de protection contre la foudre.

De plus, cette inspection s'inscrivait également dans le cadre d'une action régionale qui visait à contrôler le respect des prescriptions de la section V de l'arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Ces prescriptions concernent la mise en place et l'exploitation des panneaux photovoltaïques présents en toiture de l'entrepôt. Elles s'appliquent à

l'établissement de l'exploitant conformément à l'article 2.1 de son arrêté préfectoral.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOMAINE CLARENCE DILLON
- Zone d'Activité Lieu-dit Fontaine et Licon 33210 Fargues
- Code AIOT : 0003104255
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DOMAINE CLARENCE DILLON, bénéficiaire de l'arrêté préfectoral du 10/07/2019, exploite un entrepôt soumis au régime de l'enregistrement pour les rubriques ICPE suivantes: 1510-2, 1530-3 et 2925. L'exploitant stocke des matières combustibles telles que des bouteilles de vins en produits finis ou en tiré-bouché ainsi que des matières sèches telles que des palettes, cartons et étiquettes. Cet entrepôt est composé de trois cellules d'environ 3000 m² chacune. L'entrepôt dispose aussi d'une chaîne d'habillage de 500 m² située dans une cellule et dont la finalité est l'étiquetage des bouteilles stockées en «tiré-bouché». L'exploitation du site a débuté le 3 février 2020. L'inspection du 05/12/2025 fait suite à la dernière inspection du 29/10/2024 et à la mise en demeure du 21/01/2025.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Equipements de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II>15 de l'AM du 11/04/2017 et Section III de l'AM du 4/10/2010	Demande d'action corrective	2 mois
2	Documents tenus à disposition	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 30	Demande d'action corrective	2 mois
6	Signalisation des installations photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33	Demande d'action corrective	2 mois
7	Procédure de mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Dispositifs d'alarme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35	Demande d'action corrective	2 mois
11	Dispositifs de coupure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Demande d'action corrective	2 mois
12	Dispositifs de coupure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Demande d'action corrective	2 mois
13	Dispositif EI60 des onduleurs en toiture	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions par rapport au risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 31	Sans objet
4	Positionnement de panneaux en toiture	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32	Sans objet
5	Positionnement par rapport aux dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32	Sans objet
9	Conformité aux spécifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 36	Sans objet
10	Dispositifs de coupure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Sans objet
14	Local de charge de batteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 40	Sans objet
15	Caractéristique des connecteurs de courant continu	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 41	Sans objet
16	Présence de câbles (DC) dans les zones	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	à risques d'incendie ou d'explosion		
17	Contrôle des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection que les non conformités relatives aux équipements de protection contre la foudre perdurent, malgré des actions menées par l'exploitant. Il en résulte que sans réponse sur ce point dans un bref délai l'inspection proposera des sanctions administratives. Concernant l'installation de panneaux photovoltaïques, l'inspection des installations classées a relevé plusieurs non conformités documentaires et techniques. En particulier, les inspecteurs ont noté que :

- l'installation n'a pas de voyant lumineux servant au report d'information situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'un dispositif de coupure du circuit en courant continu est situé en toiture au plus proche des panneaux photovoltaïques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II>15 de l'AM du 11/04/2017 et Section III de l'AM du 4/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II>15 de l'AM du 11/04/2017 : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Section III de l'AM du 4/10/2010, Article 21 portant sur les vérifications périodiques : [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé le 22 février 2024 une vérification complète du dispositif de protection contre la foudre. Le rapport de vérification, daté du 6 mars 2024 fait état de non-conformité par rapport aux dispositions de l'étude technique.</p> <p>L'inspection des installations a réalisé une inspection le 29 octobre 2024 dans l'établissement. Dans le rapport d'inspection, datée du 2 décembre 2024, l'inspection des installations classées a</p>

demandé à l'exploitant de se mettre en conformité et a pris un arrêté de mise en demeure le 21 janvier 2025.

Lors de l'inspection du 5 décembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'en décembre 2024 une réunion technique a eu lieu avec son organisme certifié afin de définir les actions à mener pour se mettre en conformité vis à vis de la réglementation concernant le risque foudre. L'exploitant a indiqué que suite à cette réunion, il n'a pas pu continuer les échanges techniques avec cet organisme certifié car leur contrôleur avait quitté son poste et ce, malgré des relances régulières. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les échanges de mails et les relances successives. L'exploitant a indiqué que depuis le mois d'octobre, des échanges ont pu reprendre avec leur organisme de contrôle et qu'une vérification complète sera effectuée avant fin janvier pour lever les non conformités.

En l'état, l'inspection considère donc que la non conformité perdure sur ce point et ne peut être levée. Cependant des actions ont été entreprises par l'exploitant. Il est donc proposé de laisser un délai de deux mois à l'exploitant pour se mettre en conformité à l'issue de la vérification complète attendue.

Sans réponse sous ce délai, l'inspection proposera des sanctions administrative au Préfet de Gironde. Il est par ailleurs rappelé que le non respect d'une mise en demeure est passible de suites pénales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions nécessaires pour lever les non conformités et transmet le rapport de vérification complète de son installation de protection contre le risque foudre qui validera la levée de ces non conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Documents tenus à disposition

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 30

Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque - Information du Préfet

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ;
- une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ;
- les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;
- les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production

<p>photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -le plan de surveillance des installations à risques, pendant la phase des travaux d'implantation de l'unité de production photovoltaïque ; -les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques ; -une note d'analyse justifiant : <ul style="list-style-type: none"> -le comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques ; -la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ; -l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ; -la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ; -les justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues aux articles 31,32 et 37 du présent arrêté. <p>L'exploitant identifie les dangers liés à un choc électrique pour les services d'incendie et de secours lorsque les moyens d'extinction nécessitent l'utilisation d'eau, et définit les conditions et le périmètre dans lesquels ces derniers peuvent intervenir.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de mettre à disposition des installations classées l'ensemble des documents requis par l'article 30 du 4 octobre 2010. Seuls les fiches techniques des panneaux photovoltaïques ont pu être présentées au cours de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'installation classée l'ensemble des documents définis à l'article 30 de l'arrêté du 4 octobre 2010 sus-cité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Dispositions par rapport au risque d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions par rapport au risque d'explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments, auvents ou ombrières où est potentiellement présente, en situation normale, une atmosphère explosible (gaz, vapeurs ou poussières). Ces volumes sont identifiés dans l'étude de dangers de l'installation classée.

L'ensemble constitué par l'unité de production photovoltaïque et la toiture, respectivement la façade, présente les mêmes performances de résistance à l'explosion que celles imposées à la toiture seule, respectivement à la façade seule, lorsque les équipements photovoltaïques sont installés sur des bâtiments, auvents ou ombrières qui abritent des zones à risque d'explosion, identifiées dans l'étude de dangers. Pour les bâtiments, auvents et ombrières abritant des zones à risque d'explosion, identifiées dans l'étude de dangers, l'ensemble constitué d'une part par la toiture ou la façade, et d'autre part par l'unité de production photovoltaïque, répond aux exigences imposées à la toiture seule, ou à la façade seule, notamment pour les critères à respecter pour les surfaces soufflables.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que dans son établissement, seul le local de charge était une zone ATEX. Ce local n'est pas situé en contact direct avec la toiture où sont situés les panneaux photovoltaïques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Positionnement de panneaux en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32

Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque - Positionnement en toiture

Prescription contrôlée :

Pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en toiture de bâtiments, auvents ou ombrières abritant des zones à risque d'incendie identifiées dans l'étude de dangers :

-en matière de résistance au feu : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux présente au minimum les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la toiture seule ;

-en matière de propagation du feu au travers de la toiture : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux répond au minimum à la classification Broof t3 au sens de l'article 4 de l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur. Dans ce cas, l'alinéa suivant n'est pas applicable aux éléments constitutifs de cet ensemble ;

-les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports et leurs isolants (thermique, étanchéité) répondent au minimum aux exigences des matériaux non gouttant (d0). Lorsque cette disposition n'est pas respectée pour les isolants (thermique, étanchéité), les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments, auvents ou ombrières sur lesquels ils sont installés.

Constats : L'exploitant a justifié en séance à l'inspection des installations classées le document certifiant que l'ensemble constitué par la toiture et les panneaux photovoltaïques répond à la classification Broof t3 au sens de l'article 4 de l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Positionnement par rapport aux dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'installation de panneaux de part et d'autres de murs REI
Prescription contrôlée : Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des bandes de protection de part et d'autre des murs séparatifs spécifiés REI. Ils sont placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiés REI. Lorsque des contraintes techniques et d'exploitation rendent nécessaire la présence de câbles dans ces zones, ils sont isolés par un dispositif type enrubannage permettant de garantir une caractéristique coupe-feu au moins deux heures sur 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiées REI. Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des surfaces de toiture dédiées aux dispositifs de sécurité. L'installation des panneaux photovoltaïques ne compromet pas le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et garantit une voie d'accès pour les opérations de maintenance et remplacement. A cet effet, les surfaces utiles sont libres de tout panneau photovoltaïque, ces surfaces sont constituées d'au minimum une bande de 1 mètre en périphérie des dispositifs et d'un cheminement d'un mètre de large. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les panneaux photovoltaïques sont placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiées REI. L'inspection des installations classées a également constaté que les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des surfaces de toiture dédiées aux dispositifs de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Signalisation des installations photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33

Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation des installations photovoltaïques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ; -au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ; -tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. Lorsque l'unité de production photovoltaïque est positionnée au sol, le présent alinéa ne s'applique qu'aux câbles et chemins de câbles situés en périphérie de celle-ci. <p>Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs ont constaté qu'aucun élément de l'unité de production photovoltaïque n'était signalé avec le pictogramme dédiés définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie la mise en œuvre des signalisations des éléments de l'unité de production photovoltaïque avec le pictogramme dédié. Il veille à ce que ce pictogramme soit apposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ; - au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ; - tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Procédure de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de mise en sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 38.</p> <p>Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'au jour de l'inspection, il ne disposait pas de la procédure de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. En revanche, l'exploitant a déclaré que cette procédure était en cours de rédaction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant finalise la procédure de mise en sécurité des panneaux photovoltaïques et la transmet à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Dispositifs d'alarme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'alarme</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.</p> <p>En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance.</p> <p>Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un dispositif d'alarme était présent au niveau de l'unité de production photovoltaïque et que l'exploitant était alerté par son téléphone portable des événements anormaux pouvant conduire à un départ de feu. En revanche, aucune procédure n'était formalisée pour indiquer la démarche à suivre (levée de doute et actions à réaliser) en cas de déclenchement de l'alarme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant formalise une procédure de gestion des alarmes présentes au niveau de l'unité de production photovoltaïque et la transmet à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Conformité aux spécifications

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 36</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux spécifications</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité aux spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ainsi qu'à celles de la norme NF C 15-100 en vigueur concernant les installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Dans le cas d'une unité de production non raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Dans le cas d'une unité de production raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique, d'échauffement et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide XP C 15-712-3 version mai 2019 pour les installations photovoltaïques avec dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution permet de répondre à cette exigence. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de cette inspection le document référencé QCE-DRE 155-2</p>

(Janvier 2017) intitulé "Examen de l'installation électrique Résumé de conclusion* Installation de production d'énergie photovoltaïque raccordée au réseau BT". Ce document justifie la conformité de l'installation aux spécifications du guide UTE C 158-712-1 version de juillet 2013

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositifs de coupure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de coupure

Prescription contrôlée :

Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.

Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.

Constats :

Les inspecteurs ont constaté la présence de commandes de coupure d'urgence à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment au niveau de l'entrée prévue pour l'accès des services de secours

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositifs de coupure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de coupure - Positionnement en toiture

Prescription contrôlée :

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection des installations classées que son installation de panneaux photovoltaïques était constituée d'un dispositif de coupure située au plus près des panneaux photovoltaïques. Les panneaux photovoltaïques étant situés en toiture, ce dispositif de coupure doit être lui-même situé en toiture. Il est précisé comme indiqué au point précédent que ce dispositif peut être télécommandé et/ou que la commande de ce dispositif peut être éloignée dudit dispositif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant justifie que son installation est bien constitué d'un dispositif de coupure présent en toiture, au plus des panneaux photovoltaïques. Le cas échéant, l'exploitant présente une étude de faisabilité et un échéancier pour mettre en conformité son installation en intégrant ce dispositif de coupure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Dispositifs de coupure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de coupure - Présence d'un voyant lumineux
Prescription contrôlée : Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence. Note : Cet article est applicable aux installations nouvelles.
Constats : Les inspecteurs ont constaté qu'aucun voyant lumineux servant au report d'information n'est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet une étude de faisabilité et un échéancier pour mettre en conformité son installation en intégrant un voyant lumineux servant au report d'information situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Dispositif EI60 des onduleurs en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif EI60 des onduleurs en toiture
Prescription contrôlée :

Lorsque les onduleurs sont situés en toiture, ils sont isolés de celle-ci par un dispositif de résistance au feu EI 60, dimensionné de manière à éviter la propagation d'un incendie des onduleurs à la toiture. Lorsque les onduleurs ne sont pas situés en toiture, ils sont isolés des zones à risques d'incendie ou d'explosion identifiées dans l'étude de dangers, par un dispositif de résistance au feu REI 60. Un local technique constitué par des parois de résistance au feu REI 60, le cas échéant un plancher haut REI 60, le cas échéant un plancher bas REI 60, et des portes EI 60, permet de répondre à cette exigence.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque l'onduleur est directement intégré aux équipements photovoltaïques de par la conception de l'installation photovoltaïque (micro-onduleur).

Les produits inflammables, explosifs ou toxiques non nécessaires au fonctionnement des onduleurs ne sont stockés ni à proximité des onduleurs, ni dans les locaux techniques où sont positionnés les onduleurs.

Constats :

Les inspecteurs ont constaté que l'onduleur était situé sur la toiture du bâtiment dans lequel se trouve les bureaux, à quelques dizaines de centimètre du bardage de l'entrepôt. Il est séparé de l'intérieur de l'entrepôt par le bardage et un mur en béton.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie que l'onduleur est isolé des zones à risques d'incendie ou d'explosion par un dispositif de résistance au feu REI 60.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Local de charge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 40

Thème(s) : Risques accidentels, Local de charge de batteries

Prescription contrôlée :

Les batteries d'accumulateurs électriques et matériels associés sont installés dans un local non accessible aux personnes non autorisées par l'exploitant.

Le local ainsi que l'enveloppe éventuelle contenant les batteries d'accumulateurs sont ventilés de manière à éviter tout risque d'explosion. La conformité des ventilations aux spécifications du point 14.6 du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie et de la norme NF C 15-100 en vigueur relative aux installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.

Les accumulateurs électriques et matériels associés disposent d'un organe de coupure permettant de les isoler du reste de l'installation électrique. Cet organe dispose d'une signalétique dédiée.

Constats : L'exploitant a indiqué que son installation photovoltaïque n'est pas composée de batteries d'accumulateurs électriques et matériels associés permettant le stockage de l'énergie produite par les panneaux photovoltaïques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Caractéristique des connecteurs de courant continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristique des connecteurs assurant les liaisons électriques
Prescription contrôlée : Les connecteurs qui assurent la liaison électrique en courant continu sont équipés d'un dispositif mécanique de blocage qui permet d'éviter l'arrachement. La conformité des connecteurs à la norme en vigueur concernant les connecteurs pour systèmes photovoltaïques-Exigences de sécurité et essais-permet de répondre à cette exigence.
Constats : L'exploitant a indiqué que les liaisons électriques en courant continu ont été montées conformément au cahier de prescriptions de pose du constructeur de ces panneaux avec un dispositif de blocage mécanique qui permet d'éviter l'arrachement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Présence de câbles (DC) dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Câbles (DC) dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion
Prescription contrôlée : Les câbles de courant continu ne pénètrent pas dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, identifiées dans l'étude de dangers. Lorsque, pour des raisons techniques dûment justifiées par l'exploitant, ces câbles sont amenés à circuler dans une zone à risques d'incendie ou d'explosion, ils sont regroupés dans des chemins de câbles protégés contre les chocs mécaniques et présentant une performance minimale de résistance au feu EI 30. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention externe.
Constats : Les inspecteurs ont constaté que les câbles de courant continu ne pénètrent pas dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôle des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel
Prescription contrôlée : L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique. L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées dans une procédure de contrôles. Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il a un programme de maintenance annuel concernant les panneaux photovoltaïques. La dernière intervention a eu lieu le 21 juillet 2025. Le rapport d'intervention a été transmis à l'inspection des installations classées. Lors de cette intervention un contrôle des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque a bien été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite